

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

• Accueillante Espagne...

• L'écrivain Richard WRIGHT

par E. COPFERMAN, en page 2

• Le Congrès

des Indépendants

par Pierre LUQUET, en page 3

• Des nouvelles du P. S. U.

en pages 6 et 7

POUR L'UNITÉ de la MEUTE DE GAUCHE

AU bas de la première page de la revue Afrique-Action, sous la photographie de Sir Aboubaker Tafawa Belawa, Premier Ministre du Nigéria à Tunis, on peut lire ces mots attribués à Toussaint Louverture : « Nous avons des arrangements à prendre ensemble qu'il est impossible de traiter par lettre, mais qu'une conférence d'une heure terminerait ».

SIL le monarque qui règne sur la France s'était inspiré d'une telle formule pour tenter de sortir de la tragique impasse algérienne, le référendum-plébiscite qu'il a prémédité aurait au moins le mérite de la clarté. « Approuvez-vous oui ou non la négociation que je vais entamer avec Ferhat Abbas et ses amis non seulement pour le cessez-le-feu, mais aussi pour les conditions dans lesquelles la République Algérienne pourra librement fixer sa destinée ? ». Telle est la question cruciale qu'on se gardera bien de nous poser. Dans l'exposé des motifs, on évitera de nous indiquer

questions ne comportant qu'une seule réponse. On continuera de pratiquer le culte de l'ambiguïté avec une rare dévotion : approuvez-vous à la fois, interroge-t-on, l'autodétermination et les institutions provisoires octroyées qui, loin d'en rapprocher l'heure, la retarderont, car elles postulent l'existence d'une troisième force dont le caractère illusoire est chaque jour démontré par le comportement même des « élus » de 1958 ? Peut-être soumettra-t-on un jour au référendum une question comme celle-ci : « Approuvez-vous la laïcité de l'Etat et de l'école, garantie par la Constitution et la loi Debré ? ». Ce serait aussi honnête.

PARLONS net : on veut embarrasser la « meute » de gauche, en affectant de croire que la lutte est circonscrite entre l'autre meute et l'actuel système qu'elle a, par la force, amené au pouvoir. Lorsque notre camarade J.-F. Revel a analysé le style du chef de l'Etat, il a finement observé que ce dernier se considérait

par Edouard DEPREUX

que la négociation, qui durerait certes plus d'une heure, serait loyale, et qu'on ne verrait que des avantages à inviter des témoins impartiaux. Pourquoi pas les Prix Nobel de la Paix, nous suggérait récemment un ami : Ainsi, on ne pourrait plus, comme après l'échec de Melun, donner des interprétations divergentes non seulement des intentions des interlocuteurs, mais des faits eux-mêmes et des propos effectivement tenus par les uns et par les autres.

DIRE non à la négociation, c'est en effet dire non à la Paix, c'est donc prolonger une guerre cruelle et injuste, dont l'inutilité apparaît d'une manière chaque jour plus évidente à tous ceux qui consentent à regarder la réalité en face : les buts, comme ce fut le cas, hier, pour l'Indochine, en changeant d'année en année et même de mois en mois. On a d'abord demandé à des jeunes Français de verser leur sang pour l'Algérie de Papa, ensuite pour une Algérie française qui en serait différente, puis pour l'autodétermination. Aujourd'hui, on exige d'eux le sacrifice suprême pour une certaine forme d'Algérie Algérienne ! Comment ne provoquerait-on pas chez eux, comme chez nous tous, les plus douloureux problèmes de conscience ? On va tendre au suffrage universel un nouveau piège sous la forme, nous laisse-t-on présager, de deux

bien comme un arbitre, mais uniquement entre la droite et l'extrême-droite, tout le reste de l'arc-en-ciel politique étant systématiquement tenu à l'écart de ses préoccupations.

AUJOURD'HUI, l'arbitrage est rendu contre l'extrême-droite mais en faveur de la droite, et les débats du congrès des Indépendants montrent bien le clivage entre les ultras farouches partisans du non et la droite classique satisfaite et optant pour le oui, tandis que M. Pinay se contente d'un prudent message ; depuis son congédiement, bourgeoisement souligné par la baisse de la Bourse, il pense que Saint-Chamond se situe politiquement quelque part entre Tournefeuille et Colombey-les-Deux-Eglises.

MAIS, n'en déplaise au Prince qui nous gouverne, la meute de gauche n'est pas résignée à s'effacer. Nous l'avons adjurée et nous ne cesserons de l'adjurer de prendre une attitude commune. Ce serait la meilleure manière de témoigner de sa cohésion et par conséquent de son efficacité. Dominant tous ses ressentiments, même les plus légitimes, le P.S.U. a multiplié et multipliera les initiatives et les démarches pour l'unité des partisans de la Paix en Algérie par la négociation.

Un grand écrivain :

Richard WRIGHT

A la suite d'une crise cardiaque le grand romancier noir américain, Richard Wright est mort la semaine dernière. Il était âgé de cinquante deux ans.

Né dans le Mississippi, Etat du Sud des Etats-Unis où la discrimination raciale est particulièrement vive, Richard Wright vécu successivement



« Mon corps est américain, mais mon cœur est né avec la Révolution d'Octobre ».

(Keystone)

à Chicago, à New-York et s'installe enfin, après la dernière guerre, à Paris.

Deux romans suffirent à l'imposer comme écrivain : « Black boy » et « Native son » (publié en France sous le titre « Un enfant du pays »). Dans chacun d'eux, s'inspirant de sa propre expérience du racisme, il dépeignait la situation faite aux noirs dans la société américaine. Dans « Les enfants de l'Oncle Tom », conçu pour prendre le contre-pied du fameux roman de Beecher-Stowe, il rassemblait une série de courtes nouvelles qui possédaient entre elles un point

commun : la recherche d'une issue. Big Boy dans « Le départ de Big Boy » la trouve dans la fuite, solution individuelle. Silas (« Long chant noir ») dans le meurtre, puis la mort. Acte désespéré. Taylor (« Le feu dans la nuée ») mène une manifestation de chômeurs blancs et noirs. « La liberté appartient aux forts » conclura-t-il devant la défaite des autorités municipales.

Richard Wright milita un temps au Parti Communiste Américain. Il s'en détacha assez rapidement, lui reprochant d'utiliser seulement comme masse d'appoint les forces noires soucieuses de voir mettre fin rapidement à la discrimination raciale. Cela ne l'empêcha pas de demeurer homme de gauche : l'on se souvient de la fameuse déclaration faite à un meeting d'intellectuels, salle Pleyel (vers 1948) : « Mon corps est américain mais mon cœur est né avec la Révolution rouge d'Octobre ».

Naturellement attentif aux mouvements d'émancipation des peuples colonisés, Richard Wright fit de nombreux voyages en Afrique et en Asie. Dans « Puissance noire » et « Ecoute, homme blanc » il en porte témoignage. En secouant le joug du blanc colonisateur, l'homme de couleur abolit les liens de servitude qu'on avait créés pour le dominer totalement.

Il assista à la Conférence de Bandung.

Son dernier ouvrage paru « Fisbelly » (édité par Julliard dans la collection « Les Lettres Nouvelles » dirigée par Maurice Nadeau) emprunte encore pour une bonne part à l'enfance de Richard Wright. Toutefois il y ajoute à la description d'une bourgeoisie noire proche par certains aspects de l'autre mais à qui sa nature donne une épaisseur plus complexe. Pour « Fisbelly »... Il n'y a pas d'autre forme d'émancipation. Puisque l'argent et le sexe constituent les réalités essentielles du monde où il est né, devenir un homme c'est se procurer de l'argent et satisfaire ses désirs sexuels ». Fisbelly, après sa sortie de prison, part pour la France, s'évade à la question « L'évasion est-elle une solution ? » que lui posait Maurice Nadeau, Richard Wright répondait : « Collective non. Individuelle sans doute. Il n'a pas le choix ».

L'auteur de « Black boy » projetait d'écrire une suite à « Fisbelly ».

E. COPFERMAN.

L'ESPAGNE FRANQUISTE : accueillante...

ETRANGE événement que la fuite de Lagailarde et de quatre de ses co-inculpés : le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne constitue pas une manifestation éclatante de l'autorité du « pouvoir fort » sur les agitations des ultras.

Il est difficile de penser que ces cinq accusés éprouvaient sérieusement des inquiétudes pour leur « liberté provisoire » ou pour le verdict, que d'ailleurs le tribunal n'était pas à la veille de rendre. Les débats avaient offert à la Défense et aux accusés eux-mêmes une occasion de développer à loisir et avec autant de retentissement qu'ils pouvaient le souhaiter, les thèses de « l'Algérie française ».

Ils avaient permis de rappeler les contradictions et les ambiguïtés de la politique algérienne de de Gaulle. Enfin ils avaient sinon révélé, du moins confirmé et précisé le jeu double ou triple d'un certain nombre d'officiers supérieurs ou généraux. Le départ de Lagailarde et des autres risque de priver Tixier-Vignancour et Isorni de cette tribune que constituait pour eux le « Procès des Barricades ».

Alors, pourquoi ces départs ?

Certains souvenirs de la III^e République — dont la V^e se prétend si différente — reviennent en mémoire. Constans, ministre de l'Intérieur, avait fort habilement « intoxiqué », comme on dit aujourd'hui, le général Boulanger pour le décider à filer en Belgique, et si ces fuites risquent de ridiculiser quelque peu le gouvernement, elles peuvent aussi présenter quelques avantages pour lui :

Ce procès est aussi encombrant que celui du Bazooka. Trop d'hommes, aujourd'hui en place, ont été étroitement liés aux accusés, conspirateurs du 24 janvier 1960, mais aussi du 13 mai 1958. De nombreux personnages officiels sont cités comme témoins. Leurs dépositions peuvent être gênantes. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas saisir l'occasion d'interrompre les débats et de les renvoyer à plus tard, beaucoup plus tard... ?

Si le gouvernement redoute autant qu'il le dit (et le fait dire) les initiatives les plus audacieuses des ultras, il est singulier qu'il n'ait pas pris toutes les précautions pour surveiller d'un peu plus près les accusés en cette fin de semaine où le procès était interrompu pendant quatre jours. Le régime ne manque tout de même pas de personnel de police.

Enfin le départ de Lagailarde peut être habilement utilisé par le gouvernement à la veille du référendum : En laissant planer la menace du complot, on suggère qu'il est nécessaire que tous les bons citoyens se rassemblent pour consolider le pouvoir, et on fait apparaître ce pouvoir comme défenseur de la paix civile en même temps que partisan de l'« Algérie Algérienne ».

Si trouble que paraisse cette affaire, nous ne songeons pas à prendre à la légère les menaces de l'extrême-droite. Depuis deux ans, encouragés par le succès du 13 mai, aidés par de nombreuses complicités, attentifs à se placer aux bons endroits dans les administrations et à tirer parti de l'anéantissement de tout contrôle démocratique, les conspirateurs n'ont jamais renoncé à exploiter les remous provoqués par la poursuite de la guerre d'Algérie.

Lagailarde est passé en Espagne où se trouve déjà Salan. Depuis quel temps, une certaine effervescence se manifeste à Oran, jusqu'ici plus calme qu'Alger...

Il semble qu'on ne puisse se permettre d'écarter aucune hypothèse.

La seule conclusion qu'il soit possible de tirer sans plus attendre, c'est que le système gaulliste manifeste chaque jour davantage ses faiblesses, dues à ses origines et au fait qu'il repose sur l'autorité d'un seul homme.

Pour Djamilia Boupacha

Le Comité, réuni sous la présidence de Simone de Beauvoir ayant entendu Gisèle Halimi et Germaine Tillion, s'est félicité du résultat de la contre-expertise médicale de Djamilia Boupacha, qui a abouti à la demande faite par le Ministre de la Justice d'un dessaisissement des Tribunaux d'Algérie...

Le Comité, frappé par les contradictions et les lacunes graves de certaines conclusions médicales a décidé de saisir d'une plainte le Conseil de l'Ordre des Médecins d'Alger...

Pour soutenir l'action du Comité, écrire à :

Christiane AUDIBERT.

9, Square Alboni — PARIS-XVII^e

C. C. P. N° 15359-91 PARIS

FLASHES EN FLÈCHES

FRANCE

● Les Harkis stationnés à Paris ajoutent deux nouvelles pièces à leur tableau de chasse : M. Serge Pfister, paisible promeneur, blessé d'une balle dans la cuisse, et M. Arab Ahmed Ben Dahman, ancien sous-lieutenant de l'armée française, grand mutilé de guerre chevalier de la Légion d'Honneur, médaillé militaire, frappé et délesté de 375 NF. A la suite des exactions signalées par notre camarade Bourdet à l'Hôtel de Ville, le Préfet de Police avait salué le courage, le dévouement et l'efficacité de ces auxiliaires (non bénévoles). Après ces nouveaux exploits, il va sûrement les proposer pour une décoration...

● Chargé de décider ou de refuser l'inculpation de J.-P. Sartre, le juge Perez poursuit sa valse-hésitation ; il convoque un jour l'écrivain puis le décommande par pneumatique, en toute indépendance de la magistrature. Sartre quant à lui veut répondre de ses actes, être inculpé et jugé avec ses camarades ; en ces temps où les accusés se font « rares » et préfèrent prendre des vacances au soleil d'Espagne plutôt que leurs responsabilités devant un tribunal si bienveillant soit-il. Le fait mérite d'être noté.

● On recherche : Lagailarde Pierre, 30 ans, grand, fort, barbu. Dangereux récidiviste : a écrasé, au volant d'une voiture volée à un suspect nommé Sefta, un enfant de huit ans, Chiki Taieb ben Boualeb ; a torturé un nommé Saïdi Saddok en mettant à sac la ferme de sa victime ; ne jouit sans doute pas de toutes ses facultés mentales : a été soigné à l'hôpital psychiatrique de Blida. Bénéficie de puissantes

complicités, a servi d'homme de main à plusieurs politiciens et comploteurs d'extrême-droite, dont le sénateur Michel Debré au moment du 13 mai 1958. Les personnes qui disposent de renseignements sur la situation actuelle de cet individu sont priées d'écrire à... M. Michel Debré, premier Ministre, Hôtel Matignon, Paris, qui transmettra.

ALGÉRIE

● Le colonel Dufour, commandant du premier Régiment Etranger Parachutiste, est rappelé d'Algérie et va recevoir une nouvelle affectation. Ce départ, s'il désole les ultras, réjouira fort les gendarmes mobiles : le 24 janvier, malgré l'ordre qu'il avait reçu du Colonel Fonde, le Colonel Dufour avait refusé de soutenir la charge des gendarmes qui s'étaient ainsi trouvés à découvert sous le feu du P.C. Ortiz. Il avait, pendant toute la fusillade, maintenu son régiment l'arme au pied à 500 mètres du Boulevard Laferrrière, où 14 gendarmes tombaient mortellement blessés par les balles ultra, et n'était intervenu que 40 minutes plus tard... pour désarmer les gendarmes survivants. Huit jours après, il faisait rendre les honneurs militaires aux fusilliers. On conçoit que les gendarmes aient peu apprécié un secours si difficile à distinguer d'une trahison.

● Le Front de l'Algérie Française d'Oran déclare dans un communiqué : « Tout referendum qui aurait pour objet ou pour résultat direct ou indirect de porter atteinte à l'intégrité du territoire serait illégal et illégitime. En conséquence même si elle recevait l'approbation de la

majorité du peuple français, toute décision d'abandon dériverait les citoyens du devoir d'obéissance ».

A ce jour les auteurs de ce texte n'ont pas été inquiétés... A Epinal, deux militants P.S.U. distribuant un tract qui demandait aux soldats de se refuser à commettre exactions, sévices et actes illégaux sont arrêtés, détenus pendant plusieurs jours et inculpés de provocation à l'insoumission. Nouvelle preuve de l'irréfusable impartialité de nos juges militaires.

CONGO

● M. Lumumba, qui s'était évadé de Léopoldville est arrêté à Kikvit par les soudards du colonel Mobutu, malmené, humilié et jeté au cachot à Thysville. Pour punir les habitants de Kikvit qui avaient accueilli avec faveur M. Lumumba, les troupes de Mobutu ouvrent le feu sur la foule et tuent 22 personnes... mais ces morts ne sont que des Congolais, et le brave colonel Mobutu est un défenseur de l'Occident : il n'y a donc pas là de quoi émouvoir la conscience occidentale et la presse bourgeoise. Pendant ce temps, M. Tschombé se rend à Bruxelles pour y être décoré (de la médaille des bons serviteurs) : il l'a bien mérité.

L'heure est donc à l'euphorie à Bruxelles, et Kasavubu pourrait offrir au Roi comme cadeau de mariage la tête de M. Lumumba. Il serait pourtant bien naïf de croire que cette arrestation suffira à briser le mouvement de libération congolais. Il y a cinq ans, l'arrestation de Ben Bella devait elle aussi terminer la guerre d'Algérie... La province Orientale du

Congo se prépare à la sécession ; tandis que le Ghana rompt les relations diplomatiques avec la Belgique et que le Président Nasser nationalise les entreprises belges en Egypte ; c'est la bonne méthode : les colonialistes sont de grands enfants capricieux et gâtés qui ne comprennent que la force.

LAOS

● La guerre civile fait rage au Laos. Trois partis sont en présence : le Pathet Lao du Prince Souvanouphong, pro-communiste, appuyé par le Viet-Minh, qui tient le Nord du pays et assiège Louang Prabang ; le gouvernement neutraliste du prince Souvana Phouma, appuyé par les parachutistes du capitaine Cong-Lé, auteur du coup d'Etat d'octobre, qui siège à Vien Tiane, capitale du pays ; enfin les partisans du Général Phoumi, pro-américains, soutenus par la Thaïlande. Ces derniers s'étaient insurgés contre le Gouvernement, dont le chef se proposait de se rendre à Hanoi et à Pékin, et de faire entrer le Pathet Lao dans le ministère. Pour avoir refusé d'avaliser cette couleuvre, les pro-Américains (et les Américains) risquent fort de devoir ingurgiter un boa, car le Pathet Lao qui avait accepté d'abord le compromis proposé par le Prince Souvana Phoumi, le rejette aujourd'hui et lance une offensive dont les premiers résultats sont foudroyants ; la menace d'une nouvelle guerre d'Indochine se dessine à l'horizon et deviendra précise si les Américains continuent à soutenir Phoumi et ses alliés Thaïlandais.

Emmanuel TERRAY

JUSTICE!

Le tract aux Soldats :

INCULPATIONS et liberté provisoire

Nos amis Raymond Derruau et Marc Mangenot, arrêtés le samedi 26 novembre à Epinal pour avoir distribué le tract du P.S.U. aux soldats, après avoir été inculpés du chef d'entreprise de démoralisation de l'Armée, ont été mis en liberté provisoire. Le juge d'instruction a procédé à leur interrogatoire vendredi dernier en la présence d'Yves Dechezelles, leur avocat.

Sur l'affaire, la presse locale a fait une publicité tapageuse et annoncé l'arrestation de nos camarades en titres énormes.

Pour notre part, nous ne redoutons pas mais nous souhaitons, bien au contraire, que la plus large publicité soit donnée à notre action. Nous ne nous laisserons pas de rappeler que nos jeunes compatriotes sous les drapeaux ont non seulement le droit mais le devoir de refuser de commettre des actes inhumains et d'obéir à des chefs factieux. Le P.S.U. tout entier revendique la responsabilité d'un tract décidé et distribué nationalement.

Il semble bien, d'ailleurs, que les magistrats saisis en différents endroits, à la suite de distributions de ce tract, aient conscience de la fragilité des poursuites et que celles-ci devraient normalement se terminer par des non-lieu.

Le parti tout entier est solidaire de ses militants inculpés arbitrairement.

LE 27 OCTOBRE :

"S.O.S. - P.S.U."

Tribune Socialiste avait rendu compte des brutalités policières à l'encontre des manifestants d'Angers le 27 octobre. Un de nos camarades, Roger Delépine, responsable syndical du bâtiment, avait été le plus gravement blessé, on se souvient qu'il avait reçu en plein visage une grenade lacrymogène lancée par un membre de la police.

Grièvement atteint aux yeux, notre camarade Delépine avait été transporté à l'hôpital. Il n'a pas, depuis, recouvré la vue et les praticiens estiment qu'ils ne pourront l'opérer de la cataracte avant cinq ou six mois. D'ici là, on ne saurait se prononcer sur son état : on éprouve même les craintes les plus vives, la menace de cécité permanente n'étant pas exclue.

La détresse dans laquelle se trouve plongé son foyer avec trois enfants en bas âge (l'aîné a 7 ans) doit être ressentie par tous.

Tribune Socialiste se joint au Bureau National du P.S.U. pour demander aux fédérations, aux sections, aux camarades du Parti et aux lecteurs du journal un effort de solidarité à l'égard de notre camarade Delépine.

Adressez vos versements au C.C.P. Tribune Socialiste 5826-65 PARIS avec la mention « Solidarité Delépine ».

Notre camarade

TANGUY-PRIGENT

On sait que notre ami avait été très durement frappé par les « forces de l'ordre » de M. Papon, au cours de la grandiose manifestation parisienne du 27 octobre pour la paix en Algérie par la négociation. Nous recevons de Tanguy-Prigent ces nouvelles :

« Après le matraquage du 27 octobre 1960, j'avais négligé les blessures secondaires. Elles se manifestent maintenant et je suis presque impotent pour une durée indéterminée. Les médecins de l'Hôpital Cochin m'ont prescrit, jeudi, de me reposer pendant trois semaines et de me faire soigner énergiquement. Je pars pour le Roussillon et serai soigné à l'Hôpital de Perpignan... Je regrette de partir en ce moment. »

Quand on connaît Tanguy-Prigent, on ne peut qu'être convaincu de ses regrets d'être écarté — de cette façon — de la lutte dans laquelle il s'est jeté de toutes ses forces et avec conviction. Le Parti lui souhaite un prompt et complet rétablissement.

Au Congrès

des Indépendants

Électoratisme et anti-gaullisme

Les « Indépendants » viennent de tenir leur Congrès national. Ce fut, si l'on en juge par les résolutions adoptées et plus encore par l'atmosphère, un congrès d'opposition.

Dans tous les domaines, le désaccord avec le gaullisme a été affirmé : Europe, politique internationale, évolution du régime, Algérie.

L'On a vu ces bons démocrates que sont MM. Duchet, Frédéric Dupont, Trémollet de Villers, oublier allègrement qu'ils avaient approuvé l'appel à De Gaulle et voté OUI en 1953; aujourd'hui ils crient à la « dictature de la technocratie » et défendent les droits du Parlement. On peut être tenté d'expliquer cette attitude par les désaccords sur le problème algérien. Il y a tout lieu de penser que cette opposition exprime au moins autant le mécontentement d'une partie de la clientèle des « Indépendants » et le désir de l'exploiter à des fins électorales. Il est significatif qu'un des rapporteurs n'ait retenu du rapport Rueff-Armand que les passages de ce document relatifs aux notaires...

Mais c'est naturellement l'Algérie qui, — comme dans tous les congrès de toutes les organisations politiques, — a été au centre des débats. Une résolution très « Algérie française » a été adoptée par plus de 72 % des mandats : condamnation de la formule « République algérienne » qui conduit inévitablement à l'indépendance, donc à « l'anarchie d'abord, au communisme ensuite », maintien de « l'Algérie dans la République française ».

Les interventions et l'atmosphère des débats, plus encore que les textes, ont marqué cet éloignement sur les positions ultras. Le Pen a été acclamé lorsqu'il a dénoncé « la trahison du pouvoir ». Quand le rapporteur a parlé du « drame de conscience » de l'armée, les délégués ont crié : « Vive Lagailarde ». Un autre orateur a parlé de « gouvernement de tricheurs », ce qui est fort aimable pour Jacquinet, toujours membre de l'équipe Debré...

C'était la première fois, — il convient de le noter. — que l'on votait par mandats dans un Congrès d'Indépendants. L'adoption de cette procédure traduit une volonté de « structurer » le parti. Cela signifie-t-il, avec le fait que la résolution sur l'Algérie a été adoptée par une très forte majorité, que les divisions soient surmontées et que cette droite va désormais être disciplinée ? Gardons-nous de conclure trop rapidement.

Il faut d'abord rappeler que ni Paul Reynaud, ni Antoine Pinay n'ont été présents au Congrès. D'autre part, rien n'a encore été décidé sur la réponse à la question posée lors du référendum : le soin de se prononcer a été laissé au comité directeur. C'est donc seulement dans quelques jours que l'on saura si la direction tire du congrès une réponse précise et donne une consigne formelle.

N'oublions pas enfin que les préoccupations purement électorales tiennent toujours une grande place chez les « Indépendants ». Des élections cantonales auront lieu dans quelques mois. Une dissolution de l'Assemblée Nationale, peu probable, est toujours possible. Nul doute que Duchet et ses amis n'aient le dessein, en exploitant les mécontentements, de reprendre à la faveur d'une consultation une bonne partie des voix et des sièges du parti de la fidélité inconditionnelle, l'U.N.R.

Quoi qu'il en soit, un fait demeure et il est important : la direction des « Indépendants » s'est prononcée nettement en faveur de l'« Algérie française » et elle a été suivie par les trois-quarts du congrès.

Pierre LUQUET.

L'U. N. E. F. :

Confirmation de l'actuelle majorité

...A lire Paris-Press, Combat et certains hebdomadaires; on assisterait à une baisse de la majorité de l'U.N.E.F. au cours des élections qui ont lieu actuellement dans les différentes Associations générales d'Étudiants.

La vérité est un peu différente. Les élections de Novembre-Décembre 1960 ont eu lieu après les actions du 1^{er} Février, le congrès de Lyon, la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A., l'appel commun du 30 Juin et la journée d'action du 27 Octobre; n'était-il pas concevable, en effet, de penser qu'un certain nombre d'étudiants, votant par habitude pour la majorité actuelle, rectifieraient cette année leur vote en pensant que l'U.N.E.F. avait été trop loin et avait outrepassé les discussions de son congrès ?

Les résultats que nous connaissons pour le moment et qui couvrent la plus grande partie de la France, infirment cette thèse. Certes l'opposition aurait voulu faire des élections à Sciences-Po de Paris, une élection-test et espérait bien l'emporter en se fondant sur les résultats des dernières années qui montraient, sauf pour l'an passé, que majorité et opposition sont très proches — une de l'autre, avec un avantage pour la tendance actuelle de la direction de l'U.N.E.F. Donc l'opposition fit le siège de Sciences-Po, présenta une liste avec d'anciens dirigeants d'A.G.E. d'opposition de province et de Paris et se présenta comme apolitique, se contentant d'attaquer surtout la gestion de l'Amicale sortante, sur des points de détail. La participation des électeurs a atteint le chiffre record de 1.474 et la tendance U.N.E.F. l'a emporté par 740 voix. Echec donc à l'opposition dans un milieu qui lui est naturellement assez favorable.

Dans le reste de la France nous assistons aussi à une participation

électorale record, là où l'opposition présente des listes : dans les villes où elle n'a pas osé se manifester, les étudiants participent moins nombreux, faisant confiance à leur dirigeants.

La tendance actuelle de la majorité de l'U.N.E.F. ne perd aucune Association générale et renforce sa majorité dans un nombre appréciable de villes.

A Paris : Le président de Sorbonne-Lettres est élu par 51 mandats sur 56.

A Grenoble, Strasbourg, Caen, Bordeaux, Rouen, Toulouse, la tendance de la majorité actuelle triomphe. Dans les villes comme Montpellier et Nantes, traditionnellement opposées à l'U.N.E.F. le courant favorable à la majorité actuelle prend de plus en plus d'ampleur.

Le bureau de l'U.N.E.F. bénéficiera encore cette année d'une majorité de 80 % environ, avec l'assurance, — puisque les options de sa part, sont claires — d'être soutenu par la majorité des étudiants. D'autre part, au cours de la campagne on a pu remarquer que l'apolitisme dont se prévaut l'opposition n'existe plus et il faut que certaines personnes soient bien naïves pour lui prêter encore quelque crédit. Les étudiants ne croient plus qu'il soit possible pour leur Union Nationale de rester en dehors du combat pour la paix en Algérie et tous se sont déterminés en fonction du fait qu'ils acceptaient les positions de l'U.N.E.F. ou qu'ils les repoussaient. Car on peut reconnaître que le programme offert par les listes patronnées par le « Comité de Liaison », — mises à part quelques phrases plus ou moins creuses sur la sauvegarde du syndicalisme étudiant —, n'a pas beaucoup d'innovations à présenter sur le plan corporatif. Il apparaît même fort indigent.

J. MOREAU

LE BILLET DE JEAN BINOT :

LA DÉMOCRATIE en liberté surveillée...

Le système né du 13 mai, que par antiphrase on continue d'appeler république, achève de mettre en lumière la méthode et les procédés que le pouvoir a choisis pour le référendum qu'il prépare. Notons d'abord, pour mémoire, que le « débat » préalable sur l'Algérie devant l'Assemblée nationale ne recevra la sanction d'aucun vote ; cela est devenu la règle. Par ailleurs, après avoir fait annoncer qu'il entendrait les chefs de parti, M. De Gaulle n'a finalement consenti à donner audience qu'à ceux d'entre eux — cinq au total — pouvant se prévaloir d'un certain nombre de figurants au théâtre d'ombres du Palais Bourbon et, en outre, ayant le mollet assez souple pour réunir les genuflexions exigées. Enfin la campagne du référendum est contingente de telle manière que le Parti Socialiste Unifié, par exemple, se trouve éliminé de la Télévision et de la radio tout comme il est privé d'emplacements légaux pour apposer ses affiches. Ainsi les choses deviennent-elles claires : la démocratie est placée sous le régime de la liberté surveillée à moins que dès à présent, elle ne soit plus qu'en liberté provisoire.

Nous autres socialistes ne sommes ni surpris ni déçus. Quand le premier ministre Debré parle de « démocratie sérieuse » — et pourquoi pas « respectueuse » ? — avec la caution d'un Frey ou d'un Terrenoire, nous savons exactement ce que cela signifie. Nous le savons et d'autres aussi le savent ; la différence entre les autres et nous, c'est que nous ne feignons pas d'être dupes. Et si le nombre des dupes fut au départ considérable, il va désormais et jour après jour se réduire.

A la vérité le baromètre n'annonce pas le plus haut optimisme à la veille de ce référendum numéro deux du système. Ainsi notre confrère « Le Monde » titre-t-il dans son édition des 4 et 5 décembre que « pour lutter contre la confusion et l'abstention, ministres et fonctionnaires d'autorité rappelleront que le référendum portera exclusivement sur le problème algérien », et il précise dans le corps de son article que « aussi bien les sous-préfets que les préfets recevront instructeur d'exposer la thèse officielle et d'insister sur le sens et la portée du référendum ». La thèse officielle, en attendant la « candidature officielle », cela ne nous ramène après tout qu'un peu plus d'un siècle en arrière !

En aussi bonne voie pour réaliser cette « démocratie sérieuse », nos messieurs d'en haut pourraient en outre expérimenter tels moyens au demeurant connus afin de lutter contre cette confusion et cette abstention redoutées : compter les abstentionnistes comme ayant répondu « oui » et ôter le droit de vote à tous les individus et autres Depreux susceptibles de répandre à travers le pays de pernicieuses consignes ? Car il existe une logique de la caricature et, dès lors que le système recourt à la consultation plébiscitaire — introduisant lui-même, délibérément, cette confusion qu'en suite il dénonce — le voici promis à toutes les contorsions, exposé à faire usage de toutes les contraintes, entraîné à travestir, à mutiler la libre et authentique expression de la souveraineté populaire.

Peut-être diront-ils — après — qu'ils n'ont pas voulu cela ; mais la sincérité de leurs regrets à venir, nous l'apprécions par référence aux moyens qu'ils mettent en œuvre contre nous. Le mépris hautain du monarque à l'endroit des hommes qui n'acceptent point de vivre en troupeau a déjà fait le reste.



Laurent SCHWARTZ Photo HUBERT.

LE MARXISME

Extraits de la conférence MARXISME ET PENSÉE SCIENTIFIQUE prononcée par Laurent SCHWARTZ à la séance d'inauguration du Centre d'Etudes Socialistes

Nous savions que le « Centre d'Etudes Socialistes » répondait à un besoin. C'est pourquoi nous tenions à mettre sur pied un vaste système de cours. De novembre à juin, il ne comprendra pas moins d'une centaine de conférences et débats. Déjà le succès a dépassé nos espérances. Plusieurs centaines d'auditeurs sont maintenant inscrits aux cours centraux du degré moyen et du degré supérieur. Les salles que nous avons retenues — les mêmes que pour « l'Université Nouvelle » — se révèlent trop exigües. Le secrétariat du C.E.S., s'efforce de régler ce problème pour le second trimestre. En attendant nous devons prévenir nos camarades, désireux notamment de suivre les conférences du degré supérieur, qu'ils ne pourront trouver place s'ils viennent largement en avance.

Ce succès était prévisible dès la conférence inaugurale de Laurent Schwartz au degré supérieur : 300 auditeurs, malgré une propagande insuffisante, et nombreux furent ceux qui ne purent entrer dans la salle. L'exposé de notre ami Schwartz, chaleureusement applaudi, servait de préface aux quarante conférences prévues sous le titre : « Le marxisme est-il vivant ? ».

D'emblée, l'assistance s'est trouvée placée devant l'ampleur du problème : il ne s'agit pas de ressasser ce qu'ont écrit les maîtres du Socialisme scientifique au siècle passé, il s'agit de renouveler la pensée marxiste en tenant compte des prodigieux progrès de la science depuis un siècle et de l'évolution des

structures économiques, sociales et politiques.

Le danger principal est la sclérose de la pensée, le dogmatisme, le « jdanovisme », la répétition scolastique des formules passées.

Ce sont les mêmes préoccupations que nous retrouvons dans l'exposé de notre ami, le professeur Labrousse, introduisant la série « Histoire » et dans celui de notre camarade F. Châtelet, introduisant la série « Philosophie ».

Au niveau moyen, le premier exposé de G. Mathieu, a réalisé le tour de force de mettre l'Economie Politique à la portée de tous.

DES COURS EN BANLIEUE

Dès le début du second trimestre commenceront des cours décentralisés à Villejuif, Rosny-sous-Bois et Courbevoie. Les camarades des localités avoisinantes feront certainement en sorte que ces expériences soient également couronnées de succès.

Ajoutons que le secrétariat du C.E.S. se préoccupe de faire profiter de ses travaux tous les camarades de la région parisienne et de province. La conférence de Schwartz « Marxisme et esprit scientifique » sera publiée d'ici peu.

Les exposés de nos camarades sont tous enregistrés. Bien entendu leur publication pose des problèmes énormes. Nous ne pourrions vraisemblablement pas tout publier — au moins dans l'immédiat. Mais nous ferons tout notre possible pour que cet effort considérable reste un acquit, pour le mouvement socialiste.

Y. Craipeau.

Laurent Schwartz rappelle d'abord ce que sont les grandes lignes de la pensée marxiste. Puis il montre que le Marxisme lui-même doit être débarrassé de toute mythologie.

LE Marxisme a été un renouvellement complet de l'histoire, de l'économie et de la politique. Aujourd'hui, les penseurs socialistes, les révolutionnaires et en même temps, d'ailleurs, des hommes qui ne se revendiquent pas nécessairement du Socialisme, ont beaucoup plus appris qu'on ne l'avait fait à cette époque à raisonner scientifiquement dans ces matières, et, dans une certaine mesure, ils doivent partiellement au Marxisme, même s'ils ne se réclament pas de lui.

Cependant, même si l'on a reconnu la nécessité de faire disparaître les « mythes » au profit de l'étude des réalités matérielles, les mythes sont restés solides, et l'humanité ne s'en est nullement émancipée (les socialistes eux-mêmes en sont bien souvent victimes !).

Notre époque en est tellement bourrée que nous avons l'occasion, tous les jours pourrait-on dire, d'assister au déroulement d'une mythologie. Il suffit de regarder tout ce qui a été dit sur l'Algérie, tous les mots qui ont été prononcés pour voir combien le mythe recouvre toujours des réalités qu'on n'ose pas dire et que beaucoup n'ont pas encore perçues. Et ce n'est pas seulement à propos de l'Algérie... il existe de nombreux mythes couvrant à peu près toute la politique internationale. On peut dire que les socialistes ont été aussi victimes des mythes dans leur analyse politique de ce qui se passe dans un grand nombre de pays. Nous souffrons certainement à l'heure actuelle d'un manque de pensée profonde pour faire l'étude des principaux phénomènes politiques du monde actuel.

Révisionnisme et dogmatisme

Plus loin, Laurent Schwartz donne un exemple de la façon dont le dogmatisme stérilise la pensée marxiste sur le plan politique.

...Le Marxisme a toujours été déformé. On peut même délimiter deux sortes de déviations opposées. L'une d'elles a été le révisionnisme : devant les difficultés de la société, il était toujours très tentant d'abandonner un Socialisme scientifique assez dur. Devant le maintien de la société capitaliste, il était assez tentant d'occuper des positions dans cette société, de se contenter de la société telle qu'elle était,

K. MARX et LENINE

Photos R. VIOLLET.

de réviser le Marxisme, d'admettre que des réformes pacifiques dans le cadre légal pourraient jusqu'au bout permettre à la classe ouvrière de s'émanciper et au Socialisme de s'établir. Inutile de dire que les dernières guerres mondiales, le fascisme et d'autres phénomènes ont montré que ces révisionnismes contenaient des erreurs essentielles, et que le fait d'admettre qu'on pourra toujours, par un progrès lent et pacifique, promouvoir le progrès, a été fortement infirmé par l'Histoire.

Une autre déviation est le dogmatisme. Le dogmatisme consiste à appliquer des dogmes appris par cœur en allant chercher tantôt une citation de MARX, tantôt une citation de LENINE, de la répéter et de croire qu'elle résoud toutes les situations modernes. C'est une application à la lettre de formules qui ont tout de même été écrites il y a plus de cent ans, et qui par conséquent, en général, sont dépassées.

Essayons d'en donner un exemple actuel :

La Chine s'appuie sur le Léninisme pour dire que la coexistence pacifique est impossible, qu'elle n'est pas souhaitable et qu'on doit, en quelque sorte, être en état de guerre perpétuelle jusqu'à ce que le capitalisme ait disparu de la surface du globe; que la guerre est inévitable, et que, de la guerre les partis socialistes sortiront victorieux.

Il est certain qu'il y a là, partiellement, une application de formules léninistes. Mais, en d'autres cas, Lénine a aussi dit le contraire. Les œuvres des fondateurs du Marxisme sont si nombreuses et si variées qu'on peut, par une citation, défendre n'importe quel point de vue ! Objectivement, dans l'ensemble, la pensée chinoise actuelle est, sur ce point, assez proche de la pensée de Lénine. Mais depuis la mort de Lénine il y a eu le fascisme, la deuxième guerre mondiale, la découverte de l'arme atomique. Pour la première fois dans l'histoire du monde, les êtres humains sont devenus capables d'anéantir l'humanité. C'est un changement fondamental. S'il est vrai que le perfectionnement des armements n'a pas tué la guerre mais l'a perfectionnée, il y a tout de même un phénomène nouveau, et tout ce qui a été dit auparavant sur la guerre est inapplicable. Après une guerre mondiale, les pays « socialistes » ne seraient vraisemblablement pas victorieux en ce sens que (à supposer qu'il reste des hommes) l'immensité des destructions ramènerait le niveau de vie à un point si bas que tout Socialisme serait devenu impossible.

Laurent Schwartz en vient à étudier les méfaits du dogmatisme dans les Sciences.

...On peut aujourd'hui constater que le Marxisme a eu très peu d'influence sur l'évolution des Sciences mathématiques, physiques ou biologiques. Dans de nombreux cas, des marxistes éminents ont mal compris le développement de ces sciences. ENGELS, par

exemple, raillait les nombres complexes et les géométries non-euclidiennes, pour lui « fantaisies de mathématiciens ». Or, aujourd'hui, les nombres complexes et les géométries où l'espace a une dimension différente de trois sont manipulés par tous les physiciens.

...Les jdanovistes et autres pseudo-marxistes ont eu tendance à dénier toute valeur à l'abstraction et aux parties les plus abstraites des mathématiques et de la physique, comme l'algèbre, la relativité, les théories quantiques (sans compter même le calcul des probabilités). Bien que — même aux pires moments de Staline — le gouvernement soviétique ait toujours cherché à développer au maximum la construction des écoles et l'augmentation de la culture des masses, et considérablement favorisé l'expansion des sciences, le « jdanovisme » a tenté d'attaquer une partie des conceptions scientifiques au nom d'un dogmatisme marxiste. S'il avait continué à se développer dans le même sens, il aurait pu ruiner la Science soviétique, car les Sciences ont besoin, pour se développer, d'une entière liberté, les découvertes ne pouvant être soumises aux critères immédiats de l'utilité. Quand Jdanov raillait les naturalistes qui faisaient leurs travaux sur des mouches, il montrait une incompréhension fondamentale des buts des Sciences naturelles.

L'Université : poussière et conservatisme ?

D'OU vient socialement le « jdanovisme » ? D'où vient cette attitude souvent autoritaire et méprisante qu'ont eue parfois des hommes politiques de gauche vis-à-vis de la Science, attitude qui les a amenés, au nom de leur doctrine et en s'appuyant sur un faux Marxisme, à vouloir régenter l'orientation des savants ?

Dans les pays capitalistes, les théoriciens marxistes ont toujours travaillé en opposition au monde officiel des classes dirigeantes. Marx n'est pas un homme qui a régulièrement dispensé sa doctrine à des centaines d'élèves comme professeur d'une Université. Les révolutionnaires ont été des hommes souvent persécutés. Dans la théorie scientifique nouvelle que constituait le Socialisme scientifique, Marx entraînait en opposition avec les théories existant officiellement, professées dans les chaires des Universités. De là à considérer qu'après tout, l'enseignement d'Universités n'est que poussière et conservatisme, il n'y a qu'un pas souvent vite franchi. De nos jours encore, le Marxisme est en opposition aux théories officielles, en opposition avec l'Histoire telle qu'elle est enseignée dans les manuels, avec la mythologie imposée par la radio, la télévision et la plus grande partie de la presse à tous les habitants de notre pays. Se sentant porteur de vérités nouvelles et de responsabilités immenses, alors que les classes dirigeantes propagent par tous les moyens des théories sociales périmées, le lutteur socialiste aura facilement tendance à croire qu'il peut juger avec supériorité toutes les opinions reçues, y compris celles des Sciences mathématiques, physiques ou biologiques. D'ailleurs, toute théorie nouvelle a tendance à vouloir tout se subordonner ! Or, déjà dans le cadre de l'histoire, de l'économie ou de la politique, un savant, même réactionnaire, développe des idées qui peuvent dans une certaine mesure être utiles et fructueuses ! En tout cas, en Mathématique, en Physique, en Biologie, en Médecine, — sciences d'un développement et d'une richesse considérables — un socialiste ne peut pas, sous peine de se ridiculiser, se permettre de traiter cavalièrement les idées courantes, et cela d'autant plus que, comme nous l'avons dit, la science qui se développe est pratiquement indépendante des idées politiques ou religieuses des savants. Il n'y a pas une science bourgeoise et une science prolétarienne. Jusqu'à nouvel ordre, il n'y a qu'une science. Et toute tentative de donner à la recherche scientifique une orientation de classe s'est avérée vaine. En fait, la situation de Marx et d'Engels, en lutte ouverte avec les doctrines officielles de leur temps, les amenait souvent facilement à des prises de position hâtives sur les Sciences, que l'on peut déjà considérer comme du dogmatisme. Karl Marx, homme d'une immense culture, avait aussi étudié les Mathématiques pour son compte personnel, et son niveau était celui d'un étudiant de licence, ce qui peut être considéré comme très remarquable pour un spécialiste des questions économiques et politiques. Il a laissé 900 pages de manuscrits mathématiques, dont la plus

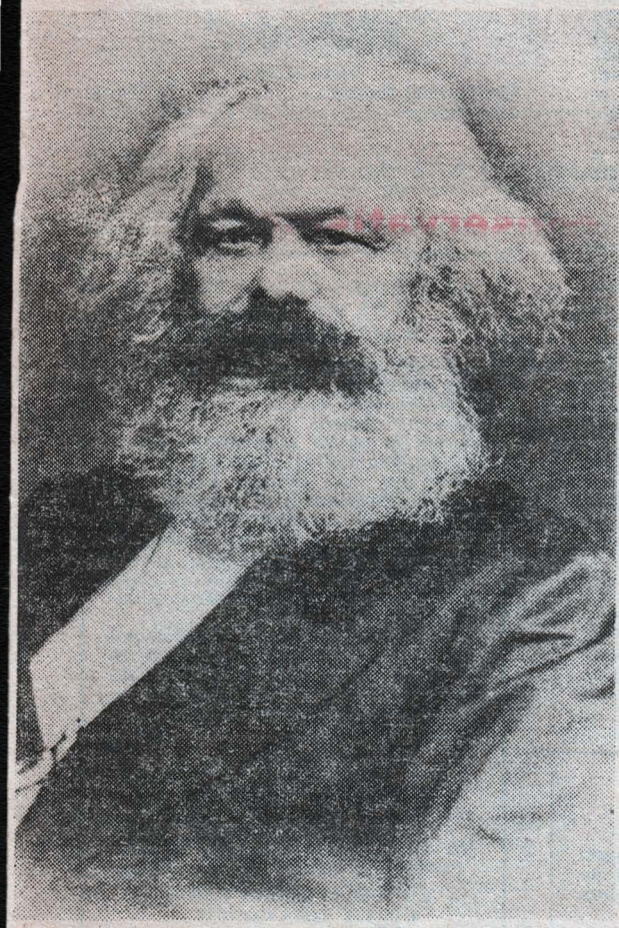
LE EST-IL VIVANT ?

grande partie est formée d'exercices ou de copies de livres destinés à son usage personnel.

Un jour il trouva une nouvelle définition de la dérivée, et en fit part à Engels. Celui-ci lui répondit : « Je vous complimente sur votre travail. C'est si clair que maintenant je ne m'étonne plus de voir que les mathématiciens nous mystifient complètement sur la dérivée. Cela prouve seulement une fois de plus l'esprit unilatéral de ces Messieurs ». En fait la définition de Marx n'était pas adéquate... Il n'a d'ailleurs jamais songé à en parler dans les milieux scientifiques. La définition donnée par les mathématiciens, et que Engels traite si facilement de mystification, est celle qui a duré jusqu'à nos jours, et qui est enseignée avant l'âge du baccalauréat aux étudiants de tous les pays du monde ! Ainsi Engels, homme d'une grande culture et d'une grande intelligence, dont la sagacité politique dépassait de beaucoup celle de la plupart des hommes de son temps, pouvait se croire, par là-même, apte à juger les Mathématiques, alors que ses connaissances mathématiques étaient très faibles, et tirées principalement de livres d'enseignement commerciaux depuis longtemps périmés.

Les dictatures de droite : une lutte systématique contre l'intelligence

Prenant déjà ses racines dans les excès de la pensée marxiste depuis ses débuts, le « jdanovisme » n'est devenu dangereux que lorsqu'il a été imposé par des bureaucrates au pouvoir à la fin du règne de Staline. Ces bureaucrates, disposant d'un pouvoir absolu, ayant brisé toutes les résistances, — de quelque couche sociale qu'elles viennent — et portant de très lourdes responsabilités, en sont venus, eux aussi, à croire qu'ils pouvaient, au nom d'un doctinarisme socialiste, régenter la Science. Par ailleurs,



L'Université, de par ses traditions, est toujours un obstacle devant les pouvoirs totalitaires, tandis que, par la nature même de sa recherche, relativement hermétique au commun des mortels, elle peut rester, dans une très grande mesure, à l'abri des excès du pouvoir. Le stalinisme ne pouvait pas ne pas tenter de réduire l'indépendance des intellectuels, et c'est là une autre source du « jdanovisme ». Le « jdanovisme » est resté en fait un danger secondaire, parce qu'il s'est développé dans un régime de propriété collective, qui, par ailleurs, a fait de gigantesques efforts pour développer l'instruction dans l'ensemble du pays, de sorte que les excès dogmatiques n'ont finalement été qu'une péripétie. Au contraire, dans toutes les dictatures de droite, et notamment dans tous les régimes fascistes, l'asservissement des masses populaires s'accompagne volontairement d'une diminution du niveau de l'instruction et d'une lutte systématique contre l'intelligence de l'Université. Pendant ses douze années de règne, le nazisme a presque totalement détruit la science et la culture allemande, qui ne s'en sont, en fait, pas encore relevées, alors qu'elles étaient, avant, à peu près les premières du monde. Et ce n'est pas pour rien que, dans la France d'aujourd'hui, le pouvoir s'attaque particulièrement à la laïcité, aux étudiants, à l'Université. Il y a là des phénomènes qui n'ont rien de comparable au jdanovisme, qui ne reposent pas sur les mêmes bases, et constituent naturellement un danger bien plus considérable.

Pourquoi, en fait, n'y a-t-il pas une science bourgeoise et une science prolétarienne, mais une seule Science ? Pourquoi la Science qui se développe est-

elle aussi indépendante vis-à-vis des pouvoirs politiques ? Depuis longtemps déjà, et bien avant l'avènement du régime capitaliste, les classes dirigeantes s'étaient rendu compte que la Science ne pouvait progresser qu'avec un minimum de liberté. En même temps, les savants revendiquaient cette liberté de façon constante. Ainsi s'est peu à peu dégagée la tradition d'indépendance de l'Université vis-à-vis des pouvoirs publics. L'universitaire met de côté ses opinions politiques ou religieuses dans son travail scientifique ou professionnel. Même un professeur d'Histoire devra pouvoir étudier l'Eglise au Moyen-Age, sans qu'on s'aperçoive s'il est catholique ou non. Inversement, le pouvoir politique, et en particulier, le pouvoir démocratique bourgeois a admis de plus en plus, avec le temps que les opinions politiques des universitaires devaient être ignorées de l'Etat.

L'indépendance des intellectuels

AINSI s'est établie peu à peu, dans les pays démocratiques, cette tradition d'indépendance de l'Université, puis même, plus généralement, d'indépendance des fonctionnaires. Le pouvoir actuel essaye bien de s'attaquer à cette indépendance, mais dans l'ensemble, sans succès.

Dans le monde moderne, les conceptions religieuses ou politiques d'un savant sont presque toujours de peu d'influence sur ses découvertes et même ses conceptions de la science. Il existe des savants marxistes, des savants athées non marxistes, des savants croyants, mais leurs explications des phénomènes scientifiques seront toujours les mêmes. Le savant qui croit en une vérité révélée opérera une certaine dichotomie de son être : Il y aura d'un côté les phénomènes religieux et spirituels, de l'autre côté les phénomènes scientifiques ; et quand il fera une expérience de physique dans son laboratoire, il ne cherchera pas à invoquer Dieu. L'homme de science matérialiste pourra avoir une conception plus unifiée du monde. Mais puisque de toute façon les deux s'accordent pour rechercher le même type d'explication des phénomènes scientifiques, on ne trouvera pas de différence dans leurs résultats. Si l'on étudie les découvertes qui ont été faites au XX^e siècle, on trouvera qu'elles sont pratiquement sans rapport avec les opinions politiques ou religieuses de leurs auteurs.

C'est cette indépendance qui fait que les savants ont parfois l'air d'avoir tous été fabriqués dans un même moule. Rien ne ressemble plus à un savant d'un pays qu'un savant d'un autre pays, et les communions d'idées sont parfois frappantes, même sous des régimes très différents. Certes, le développement de la science n'est nullement indépendant du développement économique et social du pays considéré ou du Monde, il le conditionne et il est conditionné par lui.

Il existe par exemple, en général, une grande différence de niveau scientifique entre les pays sous-développés et les pays hautement développés. Mais, à développement égal entre deux pays, les conceptions scientifiques et les comportements des hommes de science seront fort peu différents. Le savant américain et le savant soviétique se ressemblent en fait comme deux frères. Par la lecture de leurs travaux (indépendamment de la langue dans laquelle ils sont écrits) on ne pourra généralement pas reconnaître lequel est soviétique et lequel est américain.

Plus encore peut-être que tous les autres chercheurs, les mathématiciens ont la conscience d'un progrès de la science mathématique au-dessus des dissensions internes de l'humanité, et considèrent qu'il n'y a pas une mathématique française, américaine ou russe, capitaliste ou socialiste, — mais une mathématique tout court. Ces traditions maintenant solidement établies sont probablement dans l'avenir le meilleur rempart contre les excès autoritaires pouvant venir même d'un pouvoir se réclamant du socialisme, comme elles sont aujourd'hui le meilleur rempart contre les attaques de la réaction...

Nous avons en outre assisté, ces derniers temps, à une profonde modification du rôle des intellectuels dans la vie nationale de presque tous les pays. Les intellectuels, notamment au XVIII^e siècle, ont été à la tête de la lutte des jeunes bourgeoisies contre la monarchie et le pouvoir féodal. Presque toujours ensuite, les intellectuels sont restés des libéraux, des républicains, et par là même, souvent, des révolutionnaires, comme les polytechniciens en 1830 ou les écrivains et savants en 1848.

Au fur et à mesure que la démocratie bourgeoise s'est stabilisée, les intellectuels en ont été un actif soutien avec une tendance libérale ou socialiste plus ou moins marquée : mais ils n'ont que rarement été à l'extrême-gauche. Leurs liaisons avec la classe ouvrière sont restées faibles, et « l'intelligenza » n'a plus guère été, en Europe occidentale ou aux Etats-Unis, un véritable moteur de progrès social. Les choses ont notablement changé ces dernières années, et l'on voit aujourd'hui, dans un grand nombre de pays, les étudiants et les intellectuels être à l'avant-garde de la lutte contre des régimes réactionnaires, et souvent pour le Socialisme. Je vois à cela deux causes principales :

D'une part, dans les dernières années, la classe ouvrière n'a pas, toujours joué le rôle qui aurait dû être le sien. Bien qu'il ne s'agisse là sans doute que d'un phénomène épisodique, il dure déjà depuis

longtemps et il est dû, en partie, au stalinisme, à ses séquelles, et à la dégénérescence de la social-démocratie. C'est partiellement à cause de ce vide politique momentané, que les intellectuels ont été amenés à jouer un rôle qui, autrement, aurait été joué beaucoup plus par d'autres. Si en France la classe ouvrière dans son ensemble avait lutté avec consé-



quence contre la guerre d'Algérie, il n'y aurait pas eu autant de prises de position des étudiants ou des intellectuels. Plus exactement, il n'y aurait probablement plus eu de guerre d'Algérie (1).

L'instruction : facteur essentiel du progrès humain

Mais il y a, je crois, une autre raison au rôle joué par les intellectuels. C'est que ce qu'on appelle le niveau des forces productives, que l'on considérait jusqu'à présent comme lié au machinisme, à la technique, au capital accumulé, — apparaît maintenant comme lié plus encore au développement de la science et à la culture des masses : Si l'on essaye d'examiner les différences entre pays sous-développés, moyennement développés, très développés, on voit que finalement le développement des Universités et l'instruction des masses en sont un facteur primordial. Ce qui provoque le retard le plus grand d'un pays, c'est le manque d'instruction de ses citoyens. On peut combler un manque de matériel, un manque de certaines matières premières, un manque de capitaux par certains apports de l'extérieur, mais l'instruction des habitants du pays ne peut être comblée que de l'intérieur. En outre, cela demande généralement un temps très long, qui parfois peut atteindre une génération. Dans ces conditions, les écoles primaires, les lycées et collèges, les facultés, les établissements d'enseignement professionnel apparaissent comme les principaux porteurs de l'avenir d'un pays. Il me paraît infiniment probable que si nous avons demain, en France, une République socialiste, les étudiants et les enseignants y joueront, aux côtés de la classe ouvrière, un rôle très important. Cette collaboration ne peut qu'enrichir le socialisme scientifique. On en arrive à une conception plus juste des rapports entre le Marxisme et la pensée scientifique.

Au lieu de poursuivre le problème, souvent un peu stérile, de l'influence du Marxisme sur le développement des sciences — problème qui prit naissance à une époque où les intellectuels, dans leur ensemble, n'étaient pas attachés au mouvement ouvrier — on cherchera plutôt à étudier l'influence des Sciences sur le Marxisme.

Le Marxisme n'est pas la mère des sciences, mais un enfant de la Science. C'est la doctrine du socialisme scientifique, c'est le matérialisme dialectique appliqué en histoire (y compris en histoire des sciences!) ; c'est une science particulière, qui subit à peu près et subira de plus en plus les mêmes lois de développement que toutes les autres sciences, beaucoup plus qu'une doctrine universelle de la connaissance. Aujourd'hui, la Sociologie doit être scientifique. Elle ne peut plus être un raisonnement théorique et idéaliste, éloigné de toute expérience. La nécessité d'appliquer les méthodes scientifiques à l'Histoire, à l'économie et à la politique, c'est la véritable leçon du Marxisme. La statistique mathématique est indispensable à la Sociologie et à l'étude de la planification, où les machines à calculer électroniques pourront aussi rendre de grands services.

Le Marxisme, s'il veut être vivant, ne doit pas rester une répétition du passé, mais marcher dans le grand courant des sciences en perpétuel progrès.

(1) Il faut bien noter que les intellectuels, isolés des masses populaires, n'arrivent pas — malgré tous leurs efforts pour la paix — à de bien grands résultats.

SECTIONNES ET FÉDÉRATIONS

ARIEGE

Le député socialiste (sic) DEJEAN ayant signé le manifeste « Algérie dans la République Française » a montré son vrai visage à ceux qui en doutaient encore.

De nombreux militants quittent la S.F.I.O. Les adhésions arrivent en grand nombre au P.S.U., en particulier à SAINT-GIRONS. Une section vient d'être fondée à LAVELANET. D'autres vont l'être à FOIX et à PAMIERS.

Nous rappelons l'adresse du secrétaire fédéral :

G. HISPÀ,
Quartier de l'Arial,
SAINT-GIRONS (Ariège).

AUDE

Le premier Congrès fédéral de l'Aude s'est tenu à la Salle des Fêtes de la mairie de Carcassonne, sous la présidence de Jean BINOT du C.P.N., délégué par le Bureau national et avec la participation de nombreux délégués représentant toutes les sections du département.

Le Bureau fédéral provisoire constitué après la fusion a rendu compte de son activité de propagande, d'organisation de la Fédération et de création de sections depuis avril, tâches dont il s'est acquitté à la satisfaction de tous.

Le Congrès a élu les organismes fédéraux réguliers : Conseil fédéral et Bureau fédéral.

● BUREAU FEDERAL :
Secrétaire : Aimé HUC.
Secrétaires adjoints : G. VERDONCK et R. SEGUÉLA.
Trésorier : LARDAT.
Trésorier adjoint : CAZALET.

MAYENNE

La Fédération vient de désigner comme secrétaire fédéral le docteur Jean LHUIS-SIER, 30, rue Paul-Lintier, à Mayenne.

NIEVRE

Le P.S.U. est en nette progression dans le département. Depuis la fusion d'avril, il a presque doublé son effectif militant. Une nouvelle et active section vient de se constituer à Clamecy où le parti tiendra prochainement un meeting de propagande.

Depuis quelques mois, cette activité s'est manifestée par l'organisation d'une grande réunion d'information à Nevers, la participation très active à la journée du 27 octobre, et surtout la mise sur pied d'un « Cercle d'Études Politiques » qui a déjà tenu trois réunions avec René DUMONT, Alain SAVARY et André PHILIP. De cette façon, un nombre toujours croissant de personnes s'associent à notre vie et à notre action. Le P.S.U. est maintenant une force sérieuse et bien implantée dans la Nièvre.

PUY-DE-DOME

Notre parti progresse régulièrement dans le département depuis sa création. Les effectifs ont augmenté de 50 % depuis le mois de mai et une nouvelle section va naître à Aigueperse.

Il y a quelques jours le camarade Lucien Stéz du Secrétariat national-étudiant a exposé aux étudiants clermontois ce que voulait le P.S.U. et cette excellente réunion a été l'occasion de nombreuses adhésions.

Le Conseil fédéral extraordinaire réuni le 4 décembre a réaffirmé son opposition au principe même du référendum plébiscite.

Les camarades ont souligné la nécessité de dépasser le dilemme du « oui » ou du « non ». Une majorité de délégués s'est prononcée d'une manière indicative en faveur du vote blanc.

Dans quelques jours les camarades Depreux et Belleville seront dans le Puy-de-Dôme. Edouard Depreux parlera avec Pierre Belleville à CLERMONT-FERRAND

Le 9 décembre
à 20 h. 45, Salle Gaillar

Le 8 décembre
Pierre Belleville sera à LA COMBELLE

Le 10 décembre
à 18 h. Edouard Depreux parlera à BILLOM

et à THIERS, salle de l'Ancienne Poste
à 20 h. 45

SAINT-OUEN

La Section de Saint-Ouen invite les membres du Parti travaillant dans la localité à se mettre en rapport rapidement avec DELPERIE, 10, place de la République à Saint-Ouen (Seine).

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René-Boulanger
60, rue René-Boulanger, PARIS-10^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

TRIBUNE SOCIALISTE
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié
Rédaction : 8, rue Henner, PARIS-9^e
Administration : 54, boulevard Garibaldi
PARIS-15^e — Tél. : SUF. 19-20 et 19-21

HAUTE-GARONNE

UN MOIS D'ACTIVITE

Depuis la fin de l'été et surtout au lendemain de la journée du 27 octobre, le parti s'est véritablement renforcé et organisé, soit à Toulouse, soit dans le département.

Les sections constituées depuis la fusion sont en pleine activité. Les réunions publiques organisées par leurs soins ont démontré qu'elles avaient une vie et une action.

● La section de Saint-Sulpice sur Lèze organisait sa première réunion publique le samedi 29 octobre avec J. Fourrier et A. Montariol, 85 personnes répondaient à son appel et des nouvelles adhésions étaient enregistrées.

● A Carbonne, le 4 novembre, meeting commun : près de 250 personnes présentes. Achille Auban pour le P.S.U. et Lhante pour le P.C. faisaient approuver la politique d'Union pour la paix en Algérie. Notre section participa de toutes ses forces à la préparation et à l'organisation de cette première manifestation commune dans le secteur.

● A Sainte-Foy-de-Peyrolières, la jeune section essentiellement formée de paysans organisait, elle aussi, sa première réunion publique dans une petite commune de moins de deux cents habitants, le 19 novembre à St-Thomas. Une trentaine de paysans, surtout des jeunes agriculteurs, avaient quitté leurs fermes pour entendre les camarades Palette, des jeunes du P.S.U., Fourrier et Montariol.

Les orateurs firent applaudir par l'auditoire, l'action du P.S.U. contre la guerre d'Algérie, ce qui permit de prendre contact avec six jeunes, dont deux venaient de terminer leur service en Algérie.

● A Villemur, le 22 novembre, meeting commun. 300 personnes présentes.

Alexandre Montariol, Raymond Badiou pour le P.S.U., Boulet et Jean Lhante pour le P.C. ont exposé le développement de la situation en Algérie et en France. Notre section a joué un rôle important dans le succès de cette manifestation.

● Le 29 novembre, à Saint-Gaudens, meeting commun. Plus de 300 personnes.

R. Badiou du P.S.U., Lhante du P.C., Pique du S.N.I., Laserre, S.F.I.O., prirent la parole. C'est dans l'enthousiasme d'une véritable unité d'action que s'est terminée cette réunion. Notre section de Saint-Gaudens a été l'animatrice de cette manifestation commune dans la deuxième ville du département.

● Le 30 novembre, la section de Fronton, organisait sa première réunion publique à Brugnères, commune de son secteur. Malgré la pression du Maire S.F.I.O., une quarantaine d'auditeurs étaient présents. Les camarades Palette, Fourrier et Montariol leur exposaient la lutte et l'action du Parti.

● Le 1^{er} novembre se tenait à Rieumes une première réunion d'information pour la création d'une section avec les camarades Mounier, Martin et Auban. Un bon nombre de sympathisants avaient répondu à cet appel. Cette réunion se termina par la création de la section, promettant pour un avenir prochain de nouvelles adhésions.

A travers toutes ces réunions, l'Action Socialiste ainsi que Tribune Socialiste furent largement diffusées. Notre parti sort grandi et renforcé par sa juste politique devant tous les grands problèmes de l'heure.

EDOUARD DEPREUX

A VESOUL ET BELFORT

Vendredi 25 novembre, après une réunion à l'Hôtel de Ville de Vesoul, Edouard Depreux a tenu un meeting à Belfort avec Pierre Lebrun.

Celui-ci présente le programme économique du P.S.U. : planification non autoritaire, refonte et extension des nationalisations, élargissement de la participation ouvrière à la gestion des entreprises.

Après avoir rappelé que, selon le P.S.U., la négociation avec le G.P.R.A. — à la fois sur le cessez-le-feu et les conditions de l'autodétermination — est le seul moyen de mettre fin au conflit algérien, Ed. Depreux insista sur l'opposition de notre parti au régime gaulliste.

La réunion était présidée par notre camarade Bugant qui présenta à l'assistance les excuses de Pierre Dreyfus-Schmidt, absent pour raison de santé.

AMIENS

Samedi 19 novembre, Edouard Depreux a fait une réunion publique dans la grande salle de l'Hôtel de Ville d'Amiens. Dans l'assistance, fort nombreuse, se trouvaient de nombreux militants des grandes organisations syndicales et les étudiants du Centre Universitaire.

Etienne, secrétaire fédéral, Segno, secrétaire de la Section d'Amiens, Brillant, maire de Davenescourt, constituaient le Bureau.

Après avoir analysé les données du problème algérien, Edouard Depreux a préconisé la procédure suivante :

1. Négociation en pays neutre avec le G.P.R.A. sans conditions préalables, sur le cessez-le-feu et les conditions de l'autodétermination.

Fédération de la Seine

L'Union Départementale de la Seine tiendra son Congrès administratif le samedi après-midi 10 décembre, salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris (10^e), et le dimanche 11 décembre, 63, rue Froidevaux, Paris (14^e).

● Ordre du jour : Les nouvelles structures de l'U.D.

● Attention : En raison de l'exiguïté des salles, seuls les délégués pourront assister au Congrès.

Le Conseil Extraordinaire de l'U.D., préparatoire au Conseil National, se tiendra le vendredi 16 décembre, de 19 à 23 heures, salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris (10^e).

● Ordre du jour : Le référendum. Désignation par les secteurs des délégués de l'U.D.

SEINE-MARITIME

ROUEN. — Notre camarade François REMY vient de verser au trésorier de la section de Rouen la somme de 100 NF. Cette somme représente une partie des dommages-intérêts qui lui ont été attribués par la Cour de Rouen, à la suite de coups violents portés contre lui par un agitateur d'extrême-droite, lors d'une réunion publique organisée le 21 juin 1956, salle Sainte-Croix des Pelletiers, avec le concours de Claude BOURDET.

Yves DECHEZELLES avait plaidé pour François REMY. Le geste de notre camarade témoigne aujourd'hui de la confiance qu'il met dans le P.S.U. pour la défense des libertés.

La Commission fédérale de Propagande a mis au point un montage audio-visuel sur l'Algérie :

« De Charles X à Charles de Gaulle »
Chants, projection de diapositives, lecture alternée de manuels scolaires et de témoignages et de lettres d'officiers ayant participé à la conquête, tableaux commentés sur la situation économique et sociale de l'Algérie révèlent le décalage qui existe entre les thèses officielles et la réalité.

La seconde partie est consacrée aux promesses non tenues, aux massacres, au truquage des élections, à la genèse de la guerre, à son coût ; elle se termine par les souvenirs enregistrés de jeunes soldats. Ce « montage » qui sera présenté au cours de réunions d'information dans les villes et les villages de la Seine-Maritime, contribuera à démystifier l'opinion et à l'éclairer sur les véritables données du problème algérien.

CONGRES FEDERAL

Le premier Congrès fédéral s'est tenu à Sotteville-lès-Rouen, sous la présidence de Roland TAFFOREAU, maire de Sotteville et de Jean BINOT, membre du C.P.N. Le débat sur le problème algérien a dominé les travaux. Le Congrès a enregistré la création de nombreuses sections ; d'autres sont en formation. Un Comité politique fédéral de 21 membres a été élu ; il a désigné son bureau, ainsi constitué :

Secrétaire fédéral : Lucien LEGRAND, 7, rue de Cauville, Rouen.

Secrétaire fédéral adjoint : Robert DUBREUIL.

Secrétaire à l'Organisation : Michel COHOU.

Trésorier : S. GUILHEM.

Propagande : CHOUHAUT.

Presse : DERON.

Action ouvrière : BEREGOVY.

Action rurale : CHAUVET.

Jeunes : BOULARD.

Elus locaux : HEUDRON.

Formation : MARIE.

"C.E.S." PROGRAMME

● DEGRE MOYEN

(Tous les lundis à 20 h 30,, 17, rue de Chaligny, Paris XII^e. Métro : Reully-Diderot.)

(entrée par la cour) Tél. DOR. 23-96

12 Décembre :

L'ECONOMIE FRANÇAISE
DEVANT SES CHOIX
(Suite de la série : « Initiation aux problèmes économiques »).

● DEGRE SUPERIEUR

(Mardi et mercredi, à 20 h 30, 44, rue de Rennes, Paris VI^e. Métro : St-Germain-des-Prés.

13 Décembre :

SCHEMA MARXISTE
ET EXPLICATION
DE LA 2^e GUERRE MONDIALE
(Série : « Marx et l'Histoire ») par J. Poperen.

14 Décembre :

MARXISME ET
HISTOIRE DE LA CULTURE
(Série « Marx et la Philosophie ») par L. Goldman.

Voir « T. S. » n° 26, du 5 novembre, p. 2, col. 1-2.

Pour tous renseignements : « C.E.S. », 17, rue de Chaligny.

GRAND DEBAT PUBLIC

avec Claude CADAR
et Gilles MARTINET
RUSSES ET CHINOIS DEVANT
LA III^e GUERRE MONDIALE

Jeudi 15 décembre

à 20 h 30

GRANDE SALLE
DES HORTICULTEURS
84, rue de Grenelle, Paris-7^e
Métro : BAC

MEETINGS
et
RÉUNIONS

DECEMBRE

10 : Sevran (S.-et-O.) D. Mayer

14 : Nancy P. Mendès-France

15 : Melun (Mairie) P. Belleville

16 : Chartres (Salle des 3 Détours) G. Martinet

M. Bridier

APRES ROYAUMONT :
LE COLLOQUE
D'AIX-EN-PROVENCE

L'Association pour la Sauvegarde des Institutions judiciaires et des Libertés individuelles organise, à Aix-en-Provence,

les 29 et 30 décembre 1960,

un second colloque qui succède à celui qui s'est déroulé en juin et juillet derniers, à l'Abbaye de Royaumont. Au programme de ces journées, étude sur les problèmes juridiques posés par la guerre d'Algérie et le retour à la paix par la politique d'autodétermination.

Une très importante participation est déjà annoncée venant de la Magistrature, de l'Université, du Barreau, de la Presse, des personnalités syndicalistes, politiques et religieuses.

CERCLE OUVERT

Mardi 13 décembre

(20 h. 45, 44, rue de Rennes, Paris-VI^e), débat sur le thème

« L'ESPRIT DEMOCRATIQUE ET LA GRANDEUR ».

avec la participation de Pierre Avril, Roger Chatelet, Jean Ferniot, Pierre Stibbe, Pierre Vianson-Ponte, sous la présidence de Jacques Nantet.

HOMMAGE A GEORGES BORIS
ET EUGENE ARONEANU
LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME organise le

MARDI 13 DECEMBRE
à 21 heures, salle des Ingénieurs Civils, 19, rue Blanche, Paris (9^e), une cérémonie à la mémoire de Georges Boris et Eugène Aroneanu, sous la présidence de Daniel Mayer.

LE P.S.U. EN DEUIL

Notre camarade Jean DUFOUR, instituteur à l'École Lavoisier, membre de la section de Lille du P.S.U., vient de décéder des suites d'une hémorragie cérébrale.

Instituteur exemplaire, militant laïque, homme d'une grande sensibilité artistique et d'une grande richesse humaine, Jean DUFOUR avait adhéré au P.S.A. en fin 1959.

La Fédération du Nord et la Section de Lille ont apporté un dernier salut à notre camarade dont les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière du Sud. Tout le P.S.U. adresse sa sympathie émue à Mme Jean DUFOUR.

Nous avons consacré la double page du numéro 24 de « T.S. » au conflit MEDECINS-GOUVERNEMENT - SECURITE SOCIALE. L'actualité, l'abondance des matières nous ont obligés à retarder de quelques semaines la suite de la discussion qui s'était engagée entre un responsable du groupe des médecins P.S.U. et notre camarade Lucien Rioux.

Aujourd'hui, alors que, — grâce aux conventions signées —, 7.325.000 assurés (près de 56 % des affiliés à la Sécurité Sociale) vont bénéficier du remboursement à 80 %, ils examinent les points positifs des décrets Bacon et les chances d'évolution de la médecine française.

Du fait du rejet massif des projets conventionnistes par la majorité du corps médical, les médecins conventionnistes peuvent-ils avoir des chances de se faire représenter ?

Ce n'est pas tout à fait exact. A l'occasion du décret, ils ont cherché à se regrouper et on a pu voir qu'un grand nombre de praticiens, principalement en banlieue, étaient des conventionnistes sincères, désireux de coopérer avec la Sécurité Sociale. D'où la naissance d'une Association des Médecins conventionnistes. Or, dans l'immédiat, elle a peu de chances de devenir majoritaire et représentative.

La situation peut se modifier. Les confrères hésitants — la majorité — s'apercevront fatalement que l'adhésion individuelle les laisse désarmés devant l'arbitraire et que la signature d'une convention collective est, et de loin, préférable. L'association pourra alors jouer le rôle pour lequel elle a été créée.

Les méthodes utilisées par le Gouvernement pour imposer les conventions et en particulier la forme donnée aux adhésions individuelles, impliquent dans l'échec des discussions, une responsabilité nette des Pouvoirs publics. Pensez-vous que cette responsabilité s'applique à d'autres domaines ?

Le gouvernement a voulu faire du « social à bon marché ». Les salariés sont mécontents, se plaignent de leurs revenus. On leur répond : « C'est vrai, on n'augmente pas les salaires, mais on vous offre à la place le remboursement à 80 % des frais médicaux. » Le seul point noir, dans l'histoire, c'est que les médecins doivent faire les frais de l'opération.

Autre chose : lorsque le ministre du Travail promettait des avantages sociaux et des allègements fiscaux, il était peut-être sincère, mais les Finances sont intervenues, ont réduit au minimum les avantages sociaux et oublié les dégrèvements fiscaux.

En réalité, tout se passe comme si on avait voulu ramener les problèmes médicaux aux seules questions budgétaires. Le remboursement à 80 % est certes important ; il n'est pas tout. Il faut rappeler la situation de la médecine en France : méthodes souvent archaïques ; médecins débordés par le travail et qui le seront encore plus du fait des décrets ; inadéquation profonde à la situation sociale de ce pays. A tout cela, on n'a pas touché.

En outre, les législateurs ont totalement oublié que, du fait de la Sécurité sociale et des remboursements différenciés entre Paris et la province, il se produit un véritable « exode médical » vers la capitale et les grandes villes. Va-t-on vers l'élimination progressive du médecin de campagne ? Il est d'ailleurs possible que, en s'orientant vers l'uniformisation des tarifs, la Sécurité Sociale freine ce mouvement.

Il faut encore revenir sur le problème de la notoriété. Paris groupe une très forte proportion de « grands patrons », spécialistes, grands consultants, etc... En imposant une limitation assez basse des dérogations, le décret en a pratiquement éliminé tous les médecins qui n'appartiennent pas à la frange supérieure — et dirigeante — du corps médical de la région parisienne.

Parmi les quelques avantages d'un décret, en fin de compte, assez décevant pour les médecins parisiens, il faut, à mon avis en citer un : le regroupement d'un certain nombre de médecins favorables à une modernisation, à une transformation de la médecine. Pourrais-tu nous parler, d'une part, du Groupement d'Etudes et de Recherches pour une médecine moderne (G.E.R.M.M.) ; d'autre part, les chances d'avenir que représente pour la médecine, la formule qu'on appelle la médecine de groupe.

Le décret a certainement cristallisé les tendances existant parmi des médecins politiquement très divers — communistes, chrétiens, socialistes ou même sans opinion — mais conscients du rôle de la médecine dans la société moderne. Les médecins se sont retrouvés dans le G.E.R.M.M. Ils ont appris à se connaître et à étudier ensemble les possibilités d'adaptation de la médecine. Il n'est pas vrai que la « fonctionnarisation » soit obligatoirement la voie d'une médecine socialiste. Si on tient compte de l'intérêt du malade, on se rend compte que la fonction-

sent à la fois l'intérêt du malade — une médecine de bonne qualité —, et celui du médecin : la possibilité d'exercer son métier librement et dans des conditions de travail acceptables.

Une des solutions envisagées par lui — peut-être la plus intéressante —, c'est la constitution de **cabinets de groupe**. Il s'agit d'associations libres de médecins qui se groupent en un seul local. Les avantages qu'ils en tirent ?

— d'abord une réduction considérable des frais généraux (un seul local, une seule infirmière, etc...);

— la suppression de la concurrence qui conduit, en fait, à la pratique d'une meilleure médecine;

— la possibilité de donner à chacun des médecins participant une compétence particulière : l'un peut s'intéresser aux maladies d'enfants, l'autre aux maladies pulmonaires, etc... Ainsi le malade est toujours assuré de trouver un médecin disponible — un service de garde est très facile à organiser — et d'avoir à sa disposition un médecin qualifié pour telle ou telle branche de la médecine générale;

— également la possibilité pour les médecins de se spécialiser, de se perfectionner. Même s'il s'absente pour cela, il ne risque pas de perdre sa clientèle ;

— enfin, certains appareils sont extrêmement coûteux, à tel point qu'ils ne sont plus amortissables par un seul médecin. De même les livres médicaux, les revues sont à des prix prohibitifs (5.000 francs et plus alors que le même ouvrage vaudrait dix fois

tiques de dépistage, protection maternelle et infantile, dispensaires anti-tuberculeux, etc. Dans chacun des organismes qu'il consulte, il y a un dossier établi à son nom. Il y en a un autre chez son médecin traitant. Voilà une foule de renseignements sur cet homme ou cette femme. Seulement, dans les conditions actuelles, personne ne peut en faire la synthèse. Tandis que, si l'ensemble de ces examens était effectué dans les divers services d'un important groupe communal, les résultats pourraient être, à tout moment, mis à la disposition du médecin consulté pour une affection quelconque.

Je vois qu'on peut arrêter là notre discussion. Veux-tu en tirer les conclusions.

D'abord, il me faut préciser un point : je n'ai pas voulu ici présenter la défense des médecins qui ont voté non. Je voulais surtout expliquer leur position. Il y a, dans leur attitude, un certain nombre de réactions avec lesquelles je ne me sens absolument pas d'accord. Malgré ses insuffisances, malgré son aspect autoritaire et technocratique, le décret présente des points positifs incontestables :

1° Pour les assurés sociaux d'abord (ou tout au moins pour une grande partie d'entre eux, le remboursement à 80 % est une conquête importante.

2° Pour les médecins ensuite, il faut souligner quelques avantages :

— le regroupement des médecins modernes qui doivent, à moyen terme, jouer un rôle essentiel pour l'avenir de la médecine de ce pays ;

— la reconnaissance du droit des médecins à se lier à la collectivité (notamment en ce qui concerne la retraite). Jusqu'à présent la médecine, profession libérale, était un monde à part ;

— la prochaine reconnaissance de spécialités jusque-là ignorées officiellement par l'Ordre des médecins et que la pression des spécialistes, due à la nouvelle réglementation, rendra nécessaire.

Mais à côté de ces éléments nettement « avancés », il faut reconnaître que le véritable problème n'a même pas été effleuré : celui de la création d'un vrai plan « sanitaire et social » étudié en parallèle avec le plan économique. On a simplement recherché un compromis boiteux : il fallait faire coïncider un système de remboursements assurés par une collectivité et une pratique privée de la médecine. Rien n'a vraiment été fait qui aille dans le sens d'une transformation des structures de l'organisation médicale française.

Il n'empêche que le mouvement actuel est irréversible. En accentuant la réglementation de la médecine, les décrets, malgré leurs outrances — l'acte médical est très difficile à tarifier — ont porté un coup sérieux à la médecine libérale traditionnelle.

Le conflit médecins Sécurité Sociale

LE N° 41 DE PERSPECTIVES SOCIALISTES consacré aux problèmes de Santé publique et de Sécurité sociale, publie notamment un entretien sur ce thème entre les docteurs Pierre Court et Jean Bidegaray, président du GERMM et des spécialistes de la Sécurité sociale R. Drienne, Paul Drevet et Roland Lebel.

narisation a bien des défauts. La gratuité des soins médicaux serait en soi une bonne chose, mais elle conduirait fatalement à la multiplication des actes médicaux. Autrement dit, on verrait les cabinets encombrés par des gens qui ne sont pas des malades. Le médecin en aura d'autant moins de temps à consacrer au véritable malade.

Par ailleurs, comment concevoir une fonctionnarisation de la médecine qui laissera le libre choix du médecin traitant. Or, les Français, malades ou praticiens, sont très attachés au libre choix. On aime choisir son médecin et lui accorder sa confiance. On le conserve même s'il change de quartier. En médecine fonctionnarisée, on se trouve amené à réserver un secteur ou un quartier : le libre choix est donc supprimé.

Le G.E.R.M.M. s'est donc attaché à rechercher des solutions qui satisfas-

moins en U.R.S.S.). Aussi le malade, surtout dans les coins isolés de province risque d'être privé de ces appareils de diagnostic ou de soins, le praticien ne pouvant se les offrir. Le groupement de médecins permet l'acquisition de ces appareils, de ces livres, l'abonnement aux revues professionnelles ; finalement, il permet la pratique d'une meilleure médecine.

Un médecin d'Ivry, qui est à l'origine du GERMM, a également établi un projet qui dès sa réalisation, constituera une expérience décisive : il a imaginé de regrouper tous les médecins de la localité et de réaliser un groupe communal qui assurerait de façon complète la santé de tous les habitants de la commune.

A la base de la thèse, les idées suivantes : à l'heure actuelle, un individu doit être suivi, sur le plan médical, par des organismes extrêmement divers : médecine du travail, de la Sécurité sociale dans les visites systéma-

QU'EST-CE QUE LE G.E.R.M.M. ?

Il n'est pas une organisation politique camouflée. Certes, parmi nous, des confrères sont engagés dans un parti, mais il s'en trouve de tous les bords et nous nous élevons, une fois de plus, contre les mensonges et les diffamations tendant à présenter le GERMM comme un groupement politique caché. Le GERMM doit réunir tous les médecins, sans distinction politique ou professionnelle, passionnés de l'avenir de l'organisation de leur profession.

Il ne prétend pas être un mouvement de masse, tendant à supplanter les syndicats existants.

Il est à la fois un repère de position, un lieu de rencontre et un bureau d'études et de recherches. Dans la confusion qui a suivi la parution du Décret du 12 mai, il a constitué comme un phare. Chacun s'est retrouvé autour de lui.

Il veut réformer le syndicalisme en donnant à tous la possibilité d'être réellement représentés. Il veut étudier les moyens techniques et psychologiques permettant d'adapter la médecine française aux exigences scientifiques et morales de notre époque. Il est le catalyseur des forces saines du Syndicalisme médical français.

(Bulletin du GERMM, 15 novembre 1960.)

Les ÉTUDES et RECHERCHES du G.E.R.M.M.

Les études et les recherches du GERMM doivent porter sur quatre ordres de problèmes :

1) LA SITUATION PSYCHOLOGIQUE, SOCIALE ET ECONOMIQUE DES MEDECINS :

- enquête sur les horaires et le surmenage médicaux, budget, temps du médecin
 - sur les relations avec les catégories professionnelles voisines et différentes ;
 - sur les loisirs du médecin ;
 - sur les possibilités de perfectionnement ;
 - sur la vie familiale.
- les enquêtes sur le coût de l'installation médicale, sur la fiscalité ;
- enquêtes sur le comportement et les moyens de vivre des médecins déficients physiques :
 - sur les médecins âgés continuant leur exercice ;
 - sur les médecins retraités.
- enquêtes sur les revenus professionnels moyens des médecins étudiés selon le lieu d'installation, l'âge, la compétence la spécialité.
- niveau de vie réel des médecins.

2) LA SITUATION DE L'ORGANISATION SANITAIRE ET SOCIALE EN FRANCE :

- investissements sociaux et sanitaires en France et rythme d'accroissement ;
- répartition médicale, recherche des facteurs d'évolution :
 - influence sur la morbidité du sous-développement sanitaire et social de certains départements ;
 - concurrence médicale, conséquences sanitaires, psychologiques et économiques ;
 - effets sanitaires de l'installation d'un spécialiste.

3) LES EXPERIENCES DE GROUPE :

- valeur théorique de la médecine de groupe ;
- analyse des frais d'installation et d'entretien des cabinets de groupe ;
- analyse périodique des constats de médecine de groupe ;
- centres sanitaires urbains - centres sanitaires ruraux ;
- extrapolation des résultats des centres sanitaires sur le plan financier à des départements entiers ou à des régions économiques.

4) ETABLISSEMENT D'UNE DOCTRINE :

- perspectives médicales ;
- nécessité d'un plan d'action sanitaire et sociale à long terme ;
- indépendance relative des problèmes techniques d'organisation sanitaire et sociale par rapport aux problèmes politiques ;
- dépendance étroite des mêmes problèmes par rapport aux problèmes économiques ;
- relation avec la Sécurité Sociale.

5) CONCLUSION :

Il est entendu qu'étant donné le volume de la tâche à accomplir et la rapidité de l'évolution du monde moderne, le GERMM ne prétend pas réaliser ce travail à lui seul, mais entend associer ses efforts à ceux des autres associations dont les préoccupations sont voisines. Une coordination serait éminemment souhaitable.

(Bulletin du GERMM, 15 novembre 1960.)